

Import-export

«En Chine, le commerce des masques est sauvage»

Basé en Chine, Nicolas Musy a facilité l'envoi de 12 millions de masques vers la Suisse. Il raconte ce marché en pleine ébullition

Jocelyn Rochat

Le Fribourgeois Nicolas Musy est installé depuis 1988 en Chine. En temps normal, il facilite l'entrée des entreprises helvétiques sur le marché local via la Foundation Swiss Centers China et China Integrated. Mais depuis l'éclatement de la crise du Covid-19, il est devenu le bras armé des hôpitaux genevois et romands sur place. Il travaille bénévolement à l'envoi d'équipements médicaux en Suisse. Grâce à ses interventions, deux avions sont partis de Chine les 12 et 21 avril, et un troisième vol est prévu début mai. Au total, cette opération permettra de transporter 12 millions de masques médicaux, des équipements de soins intensifs, ainsi que des blouses et des gants pour des hôpitaux en Suisse. Cette opération lui a également permis d'assister à l'explosion du commerce des masques en Chine, qu'il décrit comme l'«Orient sauvage». Il raconte.

Ce marché des masques est si brutal que ça ?

On peut le dire. La demande a explosé, et les lois du marché ont fonctionné à l'extrême. D'abord, c'est le prix des masques qui a pris l'ascenseur. Ensuite, ce sont les fournisseurs de matières premières qui ont augmenté leurs prix. Puis ce sont les fabricants de machines de masques qui ont augmenté leurs prix. Et maintenant, ce sont les fabricants de machines de tissus filtrants pour masques qui suivent. En plus, de nouveaux fabricants se lancent partout dans chacun de ces maillons de la chaîne d'approvisionnement. Selon le «South China Morning Post», la Chine a vu se créer ces trois derniers mois près de 38 000 sociétés nouvelles qui sont toutes reliées d'une manière ou d'une autre à la fabrication et la vente des masques.

C'est vraiment un marché très rentable ?

Le prix du tissu de polypropylène,



Deux avions de Swiss ont été réaménagés pour embarquer des masques chirurgicaux. DR



Nicolas Musy
Fondateur de Swiss Centers et China Integrated

la matière filtrante qui va dans les masques, a été multiplié par 20 depuis janvier dernier, et le coût des masques a été multiplié par 4. Quant à la production, elle n'a pas connu d'arrêt. Pour les sociétés qui étaient bien implantées avant la crise, les machines à fabriquer des masques sont devenues des imprimantes à billets de banque. Mais ce ne sont pas les seules opportunités. En ce moment, ce sont les fabricants de matières qui font des affaires époustouflantes. Les entreprises qui achètent le polypropylène (un plastique fait avec du pétrole dont le prix est au plus bas) pour le transformer en matière filtrante ont des marges brutes de 90 à 95%.

C'est vrai que les masques que vous envoyez en Suisse viennent de la région de Wuhan ?

Oui, en bonne partie. Avant la crise, la plus grande partie de la production de masques chinois était basée dans la province de Hubei. Donc, quand la ville de Wuhan et sa province ont été confinées, les Chinois n'ont plus été capables de produire des masques là-bas, ce qui explique que d'autres usines de masques ont été mises sur pied un peu partout en Chine. Et quand la situa-

tion sanitaire est redevenue normale ici, en mars, ces usines qui travaillaient à compenser la production de Wuhan se sont tournées vers l'international, où les besoins commencent à se faire cruellement sentir. Cette explosion de la demande hors de Chine a créé une situation franchement sauvage. Ces fabricants avaient besoin de certificats pour exporter, ce qui a provoqué la naissance de toute une industrie de certificats de complaisance sur lesquels les sociétés de commerce ont aussi fermé un œil au moins.

Ça se passe en toute impunité ?

Non, le gouvernement chinois est intervenu, en raison des faux certificats, mais pas seulement. Le problème fondamental est que beaucoup de produits envoyés à l'étranger n'étaient pas aux normes, ce qui a donné des comptes rendus peu flatteurs dans les médias et une mauvaise image à la Chine, qui, dans l'esprit des gens, n'a pas contrôlé l'épidémie et en profite ensuite pour gagner de l'argent de manière frauduleuse. Le gouvernement a réagi, aussi en prenant le contrôle d'un certain nombre d'usines, pour leur fixer des priorités. Ainsi, quand la Chine et les États-Unis se sont mis d'accord pour que ces derniers soient fournis en matériel médical par la Chine il y a environ une semaine, ces entreprises ont reçu l'ordre de livrer leurs masques selon les priorités du gouvernement central. Elles n'ont pas d'autre choix

que d'exécuter ces instructions.

Pour vous, ça a changé les choses ?

Oui, des commandes gouvernementales sont devenues prioritaires par rapport à d'autres qui avaient déjà été passées et qui ont été retardées. Entre-temps, le prix des matières premières continue de monter, et le fournisseur doit racheter de la matière supplémentaire qui coûte plus cher. Il revient donc vers nous pour demander à être payé davantage. Nous avons aussi eu énormément de difficultés à la douane, car les règlements ont changé de manière hebdomadaire. D'une semaine à l'autre, de nouvelles exigences étaient annoncées et c'était un rodéo pour arriver à les satisfaire avant que les avions charters commandés n'atterrissent. En effet, une fois les vols payés et arrivés en Chine, ils ne peuvent pas attendre pour redécoller, vu que les pilotes ne peuvent pas actuellement entrer en Chine, comme tous les non-Chinois.

Plus largement, comment ça se passe actuellement en Chine ?

La situation est relativement normale, mais la vie n'a pas repris au même niveau qu'avant. L'industrie a repris, la production se passe sans problème, mais la demande n'a pas encore retrouvé les niveaux d'avant la crise. Tout est ouvert, les gens sortent, ils recommencent à manger au restaurant et il y a même le retour des embouteillages!

Relance

L'USAM veut une thérapie choc

Les dommages économiques résultant de la crise du coronavirus sont énormes, estime l'USAM. La faitière des PME préconise un remède de cheval: pas de hausses de salaires, extension du temps de travail, limitation des assurances sociales, suspension momentanée du droit de recours des associations dans le domaine de la construction. Selon l'USAM, un vaste programme de revitalisation doit être élaboré «dans les plus brefs délais» pour accroître l'attrait de la place économique suisse et diversifier ses débouchés. Mais, en matière de politique budgétaire, le frein à l'endettement ne doit pas être relâché. **ATS**

Bernard Tapie



Un tribunal français a prononcé jeudi la liquidation judiciaire des sociétés de Bernard Tapie. Il a rejeté son plan de remboursement de plus de 400 millions d'euros auquel Tapie a été condamné dans l'affaire de l'arbitrage de son litige avec le Crédit Lyonnais. Le juge a liquidé les sociétés Groupe Bernard Tapie, actionnaire du quotidien «La Provence», et FIBT, qui détient son hôtel particulier parisien et sa villa à Saint-Tropez. AFP

Récession historique

France Le PIB français s'est contracté de 5,8% au premier trimestre, selon une première estimation dévoilée jeudi par l'Insee, confirmant que l'économie française a plongé en récession. C'est la baisse la plus forte depuis 1949. **AFP**

Pfizer veut vacciner

Pharma Le laboratoire américain Pfizer a indiqué jeudi qu'il misait sur la production de 10 à 20 millions de doses de vaccin expérimental contre le Covid-19 d'ici à la fin de l'année. En Allemagne, l'autorité fédérale chargée de la certification des vaccins a donné son feu vert à des essais cliniques sur des humains. **AFP**

Conjoncture

Le baromètre du KOF s'effondre

Le baromètre conjoncturel du KOF a chuté en avril à des niveaux inédits depuis la crise de la dette en 2009, soulignant que «l'économie suisse est en crise» du fait de la pandémie. Cet indicateur, qui permet d'anticiper les attentes en matière d'évolution économique, a chuté sur un mois de 28,2 à 63,5 points en avril, a indiqué le centre de recherches conjoncturelles zurichoises. De son côté, l'OFS constate que l'impact du coronavirus sur l'évolution des chiffres d'affaires du commerce de détail est violent: en mars, ils ont dévissé de 6,2% en termes nominaux sur un an. **ATS**

Argent Les marchés boursiers

Indices boursiers

INDICE	CLÔTURE	VAR.*	INDICE	CLÔTURE	VAR.*
SPI	11905.85	-2.11%	Stoxx 50	2853.47	-2.24%
SMI	9629.40	-2.39%	Dow Jones	24260.92	-1.51%
CAC 40	4572.18	-2.12%	Nasdaq Comp.	8845.53	-0.78%
FT 100	5901.21	-3.50%	Nikkei	20193.69	+2.14%
Xetra DAX	10861.64	-2.22%	Shanghai Comp.	2997.56	+1.33%
Euro Stoxx 50	2927.93	-2.27%	Bovespa	80617.31	-3.07%

*VAR = Variation par rapport à la veille Les données américaines datent d'hier à 18h30

SMI (Swiss Market Index)

TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
ABB N	18.33	-2.2	-11.8	Richemont N	54.82	-2.5	-26.0
Adecco N	42.31	-1.4	-26.8	Roche BJ	335.45	-1.9	+25.3
Alcon N	50.94	-2.1	-15.1	SGS N	2185.—	-3.4	-17.5
CS Group N	8.73	-5.2	-35.5	Sika N	159.70	-1.2	+2.8
Geberit N	433.10	+2.5	-5.7	Swatch Group P	193.15	-5.0	-36.2
Givaudan N	3233.—	-0.3	+23.0	Swiss Life N	341.90	-6.0	-28.3
LafargeHolcim N	40.04	-1.0	-24.0	Swiss Re N	69.66	-5.5	-28.6
Lonza Group N	421.40	-1.6	+34.3	Swisscom N	501.80	-3.3	+6.4
Nestlé N	101.90	-1.0	+4.7	UBS N	10.34	-4.2	-24.1
Novartis N	82.26	-3.3	-1.1	Zurich Ins. N	307.30	-3.9	-4.8

*VAR = Variation par rapport à la veille ** VAR = Variation sur un an

Valeurs romandes importantes

TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
Addex	1.20	-4.4	-31.0	Kudelski	3.41	-1.0	-47.4
Aevis	13.45	+3.5	+12.8	Lem	1250.—	+3.0	-10.2
Alcon N	50.94	-2.1	-15.1	Logitech	46.51	-0.8	+13.7
APG SGA	177.40	-2.0	-38.8	Pargesa	68.65	-1.2	-15.1
BCGE	182.—	+1.1	-9.0	Romande Energie	1050.—	+2.9	-13.9
BCV	853.—	-2.2	+7.7	Swissquote	62.50	-5.3	+57.2
Bobst	48.20	-1.3	-33.3	Temenos	125.60	-1.3	-25.8
Co. Fin. Tradition	113.—	-3.4	+3.7	Vaudoise Assur.	470.—	+0.6	-8.2
Groupe Minoteries	350.—	-1.1	-6.4	Vetropack	2850.—	0.0	+32.9

*VAR = Variation par rapport à la veille ** VAR = Variation sur un an

Métaux précieux

	ACHAT CHF/KG	VENTE CHF/KG	ACHAT USD/OZ	VENTE USD/OZ
Or	53374.—	53874.—	1715.50	1719.50
Ag	473.40	488.40	15.37	15.43
Vreneli	306.—	356.—		

Pétrole

	CLÔTURE	PRÉC.
Mazout 100 l. à 15° (prix indicatif)	71	69
Essence Litre (s/p 95)	1.42	1.47
Brent Brut en USD par baril	24.51	22.54

Monnaies (Billets)

	ACHAT	VENTE
Euro	1.0350	1.0970
Dollar US	0.9440	1.0160
Livre Sterling	1.1690	1.2730
Dollar Canadien	0.6810	0.7330
100 Yens	0.8850	0.9490
100 Cour. suéd.	9.4800	10.3600
100 Cour. norvég.	9.0600	9.9400
100 Cour. dan.	13.6800	14.7800

Retrouvez la Bourse en direct sur www.24heures.ch/bourse

FINANZ und WIRTSCHAFT

La BCE est prête à en faire davantage si nécessaire

La présidente de la Banque centrale européenne (BCE) souhaite une action commune des États

Face au cataclysme économique déclenché par la pandémie de coronavirus, la Banque centrale européenne s'est dite «prête» jeudi à renforcer son programme d'urgence et le prolonger au-delà de la fin 2020, après sa série de mesures exceptionnelles prises depuis mars. «La zone euro fait face à une contraction économique d'une magnitude et d'une vitesse jamais vues en temps de paix», a souligné la présidente de l'institution mo-

nétaire, Christine Lagarde, face à une salle de presse vide, toutes les questions étant posées à distance.

La BCE s'attend à un repli de «5 à 12%» du produit intérieur brut de la zone euro cette année, reflet de la «grande incertitude» autour des dégâts économiques causés par la pandémie, a-t-elle expliqué.

L'institution a donc affiché sa détermination à accroître si nécessaire la taille des rachats massifs de dette décidés le 18 mars, dans le cadre du programme d'urgence PEPP, doté de 750 milliards d'euros d'ici à la fin de l'année, et à les prolonger «au-delà de 2020». Dans l'immédiat, les gardiens de l'euro ont cependant confirmé pour l'essentiel les mesures prises

depuis la mi-mars, destinées à éviter que les conditions de financement ne se durcissent et n'aggravent l'impact économique de la crise. Seul changement: les prochaines vagues de prêts géants aux banques (dits TLTRO) se feront à des conditions encore plus généreuses. Le taux le plus favorable va descendre de -0,75% à -1%, pour la période allant de juin 2020 à juin 2021, pour peu que les banques prêtent suffisamment à l'ensemble des secteurs économiques.

Par ce biais, la BCE entend stimuler le crédit pour éviter une vague de faillites, donc de licenciements, sans pour autant modifier ses taux directeurs, qui

campent déjà à leur plus bas niveau historique. L'institut va aussi lancer jusqu'en septembre 2021 plusieurs séries de prêts aux banques sans poser de conditions, proposés à un taux de -0,25%. Plus largement, les aides publiques déployées dans toute la zone euro devraient créer une montagne de nouvelles dettes souveraines estimée à 1000 milliards d'euros rien que pour l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne, que la BCE a la capacité d'absorber à son bilan. Mme Lagarde n'en a pas moins réitéré son appel à une «action commune» en zone euro, qui «montre de la solidarité envers les plus affectés par la crise actuelle». **AFP**